

Le déploiement mondial de l'IPv6 s'accélère... mais pas en Algérie

● Avec le succès du haut débit mobile, le besoin en adresses IP (Internet Protocol) ne cesse de croître. En vigueur depuis 1981, le stock d'adresses IPv4 est maintenant épuisé. La solution est de passer très vite à l'IPv6. Le 5 juin 2017, le protocole IPv6 a fêté le cinquième anniversaire de son lancement mondial (World IPv6 Launch).

PAGE 14



DÉBIT INTERNET

L'Algérie et le Venezuela, les mauvais élèves de la planète

● L'Algérie reste parmi les pays aux faibles débits de connexion (hors mobile). Dans le dernier rapport de la société Akamai, pour le 1^{er} trimestre 2017, le pays n'est cité que dans la catégorie des débits de 4 Mbps, avec un taux d'adoption en dessous de 5%. De tous les pays de la région, l'Algérie est le seul où la croissance de la vitesse de l'internet est très faible.

PAGE 12



La startup du tourisme algérien de demain

«NBATOU.COM»

● À l'arrivée de la saison estivale, les Algériens se trouvent souvent coincés dans l'indisponibilité des solutions pour se loger à moindre coût. La même problématique s'applique aux touristes étrangers. C'est dans ce contexte qu'une startup 100% algérienne a été lancée en 2015, en créant la plateforme en ligne «Nbatou.com» pour assister ses clients à trouver des locations chez des particuliers pour passer des vacances.

PAGE 15



La gouvernance du Net est une question politique et non technologique

Par Farid Farah

L'internet est un formidable support mondial de transmission des données. Les formats numériques de la totalité des activités multidimensionnelles et quotidiennes des citoyens algériens transitent par internet. C'est à ce titre donc que sa gouvernance doit être un sujet d'intérêt général dans le pays. Un compromis doit être trouvé entre le principe de neutralité de la toile et la souveraineté numérique de l'Etat, lorsqu'elle existe... Le gouvernement est donc appelé à s'assurer du bon fonctionnement des outils technologiques impliqués comme l'infrastructure des télécommunications et surtout à lever les obstacles qui freinent son évolution. Cependant, à ce jour, le gouvernement ne dispose toujours pas d'un mode de gouvernance d'internet.

Les divers problèmes de création et de «régulation» du contenu ne sont pas abordés. La mise en place d'une stratégie globale de gouvernance d'internet est toujours compromise par le retard inexplicable de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les TIC en Algérie. Le lien entre le droit et les TIC n'est plus à démontrer. Cette situation a créé la confusion entre régulation des télécommunications et gouvernance d'internet. D'où les inquiétudes de certains prévisionnistes des TIC quant à l'amortissement des coûts des investissements dans les réseaux 4G en l'absence d'une stratégie gouvernementale sur l'avenir de l'internet en Algérie.

La gouvernance d'internet est un sujet d'intérêt général qui repose sur deux axes : monétiser et sécuriser la valeur ajoutée du contenu data consommé ou produit et préserver la souveraineté numérique du pays et les droits numériques des citoyens.

Cette gouvernance s'oriente également vers la structuration de l'Algérie numérique en rapport avec les choix stratégiques de la société. Certes, l'évolution mondiale de l'internet a accéléré la mise «en réseau» des pays et a placé l'épineuse question de la numérisation des infrastructures à la tête de la liste globale des réformes qui en découlent. Mais elle a aussi créé des problèmes de société aux gouvernements. Il faut donc envisager d'autres réformes profondes dans la gouvernance d'internet en Algérie. Au lieu de se concentrer sur la gestion des voies ferroviaires, il serait utile de travailler sur les locomotives. L'Algérie a donc besoin d'un mouvement de transformation numérique profond qui la fera inévitablement propulser vers l'ère de la liberté digitale et celle des prémices de l'Algerian Tech.

F. F.